



CHAPITRE 57

Loi sur la mise en tutelle de
certains syndicats ouvriers

[Sanctionnée le 22 mai 1975]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Interpré-
tation:
« syndi-
cat »;

1. Dans la présente loi, on entend par:
a) « syndicat »:

1. L'association, le groupement ou le syndicat généralement connu sous la dénomination de « Local 144 de la F.T.Q.-Construction », aussi connu sous la dénomination de « Association Unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada », à laquelle dénomination s'ajoute parfois l'expression « local 144 », pouvant être désigné en anglais sous la dénomination de « United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 144 », groupement de salariés formé pour la poursuite d'un but commun dans le Québec, généralement réputé être affilié ou avoir été affilié à la Fédération des travailleurs du Québec ou au Congrès du travail du Canada ou au conseil provincial des métiers de la construction et ayant son bureau d'affaires à Montréal;

2. L'association, le groupement ou le syndicat généralement connu sous la dénomination de « Local 791 de la F.T.Q.-Construction », aussi connu sous la dénomination de « Union des opérateurs de machinerie lourde du Québec », de « Union des opérateurs de machinerie lourde du Québec, local 791 », ou de « Union des

CHAPTER 57

An Act respecting the placing of certain
labour unions under trusteeship

[Assented to 22 May 1975]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Interpre-
tation:
"union";

1. In this act,

(a) "union" means,

(1) The association, group or union generally known as the "Local 144 de la F.T.Q.-Construction", also known as the "Association Unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada", to which designation the expression "local 144" is sometimes added, and which may be designated in English as the "United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 144", a group of employees formed for the pursuit of a common objective in the province of Québec, generally deemed to be affiliated or to have been affiliated with the Québec Federation of Labour, or with the Canadian Labour Congress or with the Conseil provincial des métiers de la construction and having its place of business at Montreal;

(2) The association, group or union generally known as the "Local 791 de la F.T.Q.-Construction", also known as the "Union des opérateurs de machinerie lourde du Québec", as the "Union des opérateurs de machinerie lourde du Québec, local 791", or as the "Union des opérateurs de machinerie lourde du Québec (F.T.Q.)",

opérateurs de machinerie lourde du Québec (F.T.Q.) », pouvant être désigné en anglais sous la dénomination de « International Union of Operating Engineers, Local 791 », groupement de salariés formé pour la poursuite d'un but commun dans le Québec, généralement réputé être affilié ou avoir été affilié à la Fédération des travailleurs du Québec, au Congrès du travail du Canada ou au Conseil provincial des métiers de la construction et ayant son bureau d'affaires à Montréal;

3. L'association, le groupement ou le syndicat généralement connu sous la dénomination de « Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité », aussi connu sous la dénomination de « Local 1677 de la F.T.Q.-Construction », groupement de salariés formé pour la poursuite d'un but commun dans le Québec, généralement réputé être affilié ou avoir été affilié à la Fédération des travailleurs du Québec, au Congrès du travail du Canada ou au Conseil provincial des métiers de la construction, généralement réputé être relié ou avoir été relié à la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, local 568, émanation du International Brotherhood of Electrical Workers of America et ayant son bureau d'affaires à Montréal;

« président »;

b) « président »: le président du conseil d'administration;

« conseil d'administration »;

c) « conseil d'administration »: le conseil d'administration du syndicat, institué par l'article 2;

« ministre ».

d) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'oeuvre.

Institution du conseil.

2. Est institué un conseil d'administration pour chacun des syndicats; ce conseil est composé d'un président et de deux autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Personnel.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adjoindre au conseil d'administration le personnel qu'il juge nécessaire.

Rémunération, etc.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération, les allocations, les indemnités, le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement supplémentaire du président et des autres membres du conseil d'administration ainsi que ceux de son personnel.

and which may be designated in English as the "International Union of Operating Engineers, Local 791", a group of employees formed for the pursuit of a common objective in the province of Québec, generally deemed to be affiliated or to have been affiliated with the Québec Federation of Labour, with the Canadian Labour Congress or with the Conseil provincial des métiers de la construction and having its place of business at Montreal;

(3) The association, group or union generally known as the "Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité", also known as the "Local 1677 de la F.T.Q.-Construction", a group of employees formed for the pursuit of a common objective in the province of Québec, generally deemed to be affiliated or to have been affiliated with the Québec Federation of Labour, with the Canadian Labour Congress or with the Conseil provincial des métiers de la construction, generally deemed to be or to have been connected with the Fraternité internationale des ouvriers en électricité, local 568, a branch of the International Brotherhood of Electrical Workers of America and having its place of business at Montreal;

(b) "chairman" means the chairman of the board of trustees;

(c) "board of trustees" means the board of trustees of the union, established under section 2;

(d) "Minister" means the Minister of Labour and Manpower.

2. A board of trustees is established for each union; each such board consists of a chairman and two other members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint to the board of trustees the personnel he considers necessary.

3. The remuneration, allowances, indemnities, salary, or, if necessary, the additional salary of the chairman and the other members of the board of trustees and of its personnel shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Normes applicables.

Le personnel du conseil est rémunéré suivant les normes applicables au personnel du gouvernement.

The personnel of the board shall be remunerated in accordance with the standards applicable to government personnel.

Fonctions exercées au cas d'absence du président.

4. L'absence ou l'incapacité d'agir du président ou d'un autre membre du conseil d'administration n'empêche pas les membres du conseil d'administration d'exercer leurs fonctions.

4. The trustees are not prevented from acting by the absence or inability to act of the chairman or any other member of the board of trustees.

Vacances.

Il en est de même au cas de vacances au sein dudit conseil.

The same applies in the case of any vacancy on the said board.

Gestion, etc., du syndicat.

5. 1. La gestion et la direction du syndicat sont confiées au conseil d'administration, qui en exerce tous les pouvoirs.

5. (1) The management and control of the union are vested in the board of trustees which shall exercise all the powers thereof.

Pouvoirs du conseil d'administration.

2. Nonobstant toute loi ou règlement contraire, le conseil d'administration peut:

(2) Notwithstanding any contrary act or regulation, the board of trustees may:

a) après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, apporter à la constitution ou aux statuts administratifs du syndicat des changements propres à assurer une direction plus efficace ou à favoriser le progrès général du syndicat, en s'assurant de la participation des travailleurs;

(a) after approval by the Lieutenant-Governor in Council, make any amendments to the constitution or to the administrative by-laws of the union of such a nature as to provide the union with more efficient management or to promote the general welfare of the union, while satisfying themselves that the workers participate;

b) révoquer ou suspendre tout administrateur ou dirigeant du syndicat ou, sous réserve des recours prévus par une convention collective, tout employé du syndicat et, s'il y a lieu, leur nommer des remplaçants et fixer le traitement des personnes nommées;

(b) remove or suspend any director or officer of the union or, subject to the recourses provided by a collective agreement, any employee of the union, and, if necessary, appoint persons to replace them and fix the salary of the persons appointed;

c) poursuivre ou être poursuivi en justice au nom du syndicat dans tous les cas où le syndicat pourrait poursuivre ou être poursuivi;

(c) sue or be sued in the name of the union in any case where the union may sue or be sued;

d) instituer des programmes d'éducation syndicale destinés aux membres du syndicat;

(d) establish labour union education programmes for the benefit of the union members;

e) recourir à tous les moyens nécessaires pour promouvoir l'épanouissement d'une véritable vie syndicale au sein du syndicat;

(e) employ any necessary means to promote the development of a true spirit of unionism in the internal operations of the union;

f) assurer la formation de nouveaux agents d'affaires et délégués de chantier et le perfectionnement de ceux qui restent en place;

(f) ensure that the new business agents and job-site stewards are trained and that those who continue in office receive further training;

g) surveiller l'application des décrets ou conventions collectives applicables;

(g) supervise the application of the decrees or collective agreements which apply;

h) faciliter le retour d'une administration démocratiquement élue;

(h) facilitate the return of a democratically elected administration;

i) préparer à cette fin l'élection, dans les derniers mois de la tutelle, par scrutin

(i) for such purpose, prepare for the election, in the final months of the trustee-

secret contrôlé par le conseil, de nouveaux membres pour administrer le syndicat, et faire en sorte que ces derniers puissent prendre la relève à l'expiration de la tutelle;

j) former des comités de négociation;

k) nommer des comités chargés de consulter les membres du syndicat sur leurs revendications et acheminer les résultats de ces consultations aux comités de négociation.

Pouvoirs
du conseil
d'adminis-
tration.

3. Le conseil d'administration peut notamment exercer, dans le cadre des statuts et règlements du syndicat et dans la mesure y prévue, les pouvoirs suivants:

a) tirer, accepter, faire ou endosser des lettres de change ou des billets à ordre, au nom ou pour le compte du syndicat;

b) emprunter pour le compte du syndicat et donner des sûretés à même les biens du syndicat;

c) aliéner les biens du syndicat.

Déléga-
tion
d'attri-
butions.

4. Le conseil d'administration peut déléguer par écrit la totalité ou quelque partie de ses attributions à toute personne qu'il désigne. Ces personnes peuvent remplir les fonctions et exercer les pouvoirs qui leur sont ainsi délégués sous réserve des conditions, s'il en est, que le conseil d'administration peut prévoir dans l'instrument de délégation.

Exemp-
tion de
responsa-
bilité.

6. Les membres du conseil d'administration n'encourent aucune responsabilité pour leurs actes ou omissions s'ils agissent de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Infrac-
tions et
peines.

7. Quiconque, par usage de violence, intimidation ou menaces, fait obstacle au conseil d'administration ou à l'un de ses membres ou délégués dans l'exercice de leurs fonctions, intervient ou tente d'intervenir dans les affaires du syndicat en tutelle ou incite les salariés à faire obstacle au conseil d'administration ou à l'un de ses membres ou délégués, est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus dix mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

ship, by secret ballot under the board's supervision, of new members to manage the union, and arrange for such persons to take over at the expiration of the trusteeship;

(j) form negotiating committees;

(k) appoint committees to consult the members of the union on their demands and forward the results of such consultations to the negotiating committees.

(3) The Board of trustees may in particular, within the scope of and to the extent provided by the constitution and by-laws of the union, exercise the following powers:

Powers of
board of
trustees.

(a) to draw, accept, make or endorse any bill of exchange or promissory note in the name of or on behalf of the union;

(b) to borrow on behalf of the union and to offer property of the union as security;

(c) to alienate property of the union.

(4) The board of trustees may delegate in writing any or all of its duties and powers to any person it designates. Such person may perform the duties and exercise the powers so delegated to him subject to the conditions, if any, that the board of trustees may set out in the instrument of delegation.

Delega-
tion of
duties.

6. The members of the board of trustees are exempt from liability for their acts or omissions in the exercise of their duties in good faith.

Members
exempt
from
liability.

7. Any person who, by the use of violence, intimidation or threat, obstructs the board of trustees or one of its members or delegates in the exercise of their duties, interferes or attempts to interfere in the affairs of the union under trusteeship or incites the employees to obstruct the board of trustees or one of its members or delegates, is guilty of an offence and liable to a fine of not less than five hundred dollars nor more than ten thousand dollars or to imprisonment for not more than two years or to both such fine and such imprisonment.

Offence
and
penalty.

Attribution des biens.

8. Tous les biens du syndicat, y compris les biens détenus pour lui par autrui, sont attribués au conseil d'administration.

8. All property of the union, including all property held by any person for the benefit of the union, is vested in the board of trustees. Property vested in board.

Remise de biens, etc.

9. 1. Quiconque a la garde de biens, de registres, de livres ou de documents concernant les biens du syndicat doit, à la demande du conseil d'administration, les lui remettre ou les remettre à la personne désignée par ce dernier.

9. (1) Every person having custody of property, or of registers, books or documents respecting property of the union must, at the request of the board of trustees, deliver them to it or to the person it may designate. Delivery of papers, etc.

Administrateurs, etc., révoqués, doivent cesser d'agir.

2. Les administrateurs, dirigeants ou membres du personnel du syndicat qui sont révoqués ou suspendus doivent immédiatement cesser tout acte d'administration et notamment s'abstenir de se réunir à cette fin, de conclure des contrats, de faire des paiements, de donner des ordres à leurs membres ou de communiquer avec eux au sujet d'affaires syndicales.

(2) The directors, officers or members of the personnel of the union who are removed from office or suspended shall immediately cease all acts of administration and shall in particular refrain from meeting for such purpose, from making contracts, from making payments, from giving orders to their members or from communicating with them on union affairs. Restriction on acts of directors, etc., removed.

Infraction et peine.

3. Quiconque omet de se conformer au présent article est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins mille dollars pour chaque jour que dure cette omission ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

(3) Every person who fails to comply with this section is guilty of an offence and liable to a fine of not less than one thousand dollars for each day of default or to imprisonment for not more than two years, or to both such fine and such imprisonment. Penalty for offence.

Opérations annulables.

10. 1. Les opérations suivantes, si elles ont été faites le 9 mai 1975 ou après cette date autrement que sur décision du conseil d'administration ou de ses délégués sont annulables:

10. (1) The following transactions are voidable if made on or after 9 May 1975 otherwise than by decision of the board of trustees or its delegate: Voidable transactions.

a) tout versement d'un montant d'argent appartenant au syndicat ou à ses membres, ou déposé ou détenu au crédit ou au profit de l'un d'eux;

(a) any payment of an amount of money belonging to the union or its members, or deposited or held to the credit or for the benefit of one of them;

b) toute aliénation, prêt, avance, bail, privilège ou sûreté visant des biens du syndicat;

(b) any alienation, loan, advance, lease, privilege or security respecting property of the union;

c) toute entente touchant un paiement, un prêt, une avance, une aliénation, un bail, un privilège ou une sûreté affectant des biens du syndicat.

(c) any agreement concerning a payment, loan, advance, alienation, lease, privilege or security in respect of property of the union.

Déclaration de nullité d'opérations.

2. Un juge de la Cour supérieure peut, à la demande du conseil d'administration après signification des avis que le juge ordonne, déclarer nulle toute opération visée au paragraphe 1; dès lors, l'opération est nulle à tous égards et aussi à l'endroit de tout acquéreur ou bénéficiaire subséquent.

(2) A judge of the Superior Court may, upon application by the board of trustees after the service of such notices as the judge may order, declare void any transaction mentioned in subsection 1; thereupon the transaction is void in all respects and also regarding any subsequent acquirer or beneficiary. Judge may declare transaction void.

Biens recouverts.

3. Le conseil d'administration peut recouvrer les biens qui ont fait l'objet d'une opération déclarée nulle en vertu du para-

(3) The board of trustees may recover the property which was the object of a transaction declared void under the pre- Recovery of property.

graphe précédent, de la personne qui a acquis les biens du syndicat ou de toute autre personne en faveur de laquelle lesdits biens ou leur produit ont été aliénés.

ceding subsection, from the person who acquired the property from the union or from any other person to whom the said property or its proceeds were alienated.

Rapport de gestion.

11. Le président doit, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque année, ou à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, transmettre à ce dernier un rapport sur la gestion et la direction du syndicat par le conseil d'administration.

11. The chairman shall, within three months after the termination of each year, or at the request of the Lieutenant-Governor in Council, send to the latter a report of the management and control of the union by the board of trustees. Report of management.

Dépôt.

Ce rapport est déposé à l'Assemblée nationale par le greffier du Conseil exécutif dans les quinze jours si l'Assemblée est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

Such report shall be tabled before the National Assembly by the Clerk of the Executive Council if the Assembly is in session, or if it is not, within fifteen days of the opening of the next session. Tabling.

Émoluments.

12. Les émoluments des membres du conseil d'administration sont prélevés à même le fonds consolidé du revenu.

12. The emoluments of the members of the board of trustees shall be paid out of the consolidated revenue fund. Emoluments.

Autres dépenses.

Les autres dépenses sont assumées par le syndicat.

The other expenditures shall be assumed by the union. Other expenses.

Règlements.

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter les règlements qu'il juge nécessaires pour l'application de la présente loi.

13. The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he deems necessary for the carrying out of this act. Regulations.

Entrée en vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Such regulations shall come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date indicated therein. Coming into force.

Obligations, etc., non affectées.

14. Rien dans la présente loi n'affecte les obligations du syndicat ni les instances pendantes, non plus que les droits du syndicat, à moins que dans ce dernier cas, le conseil d'administration n'en décide autrement.

14. Nothing in this act affects the obligations of the union or any pending suit, nor does it affect the rights of the union unless, in this last case, the board of trustees decides otherwise. Obligations, etc., not affected.

Poursuites sommaires.

15. Les peines prévues par la présente loi sont imposées suivant la Loi des poursuites sommaires et la deuxième partie de ladite loi s'applique.

15. The penalties provided for in this act shall be imposed in accordance with the Summary Convictions Act, and Part II of the said act applies. Procedure.

1974, c. 116, a. 5, mod.

16. L'article 5 de la Loi sur la mise en tutelle de « International Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101 » (1974, chapitre 116) est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

16. Section 5 of the Act respecting the placing of the "International Union of Elevator Constructors, Locals 89 and 101" under trusteeship (1974, chapter 116) is amended by replacing subsection 2 by the following:

Pouvoirs du conseil d'administration.

« 2. Nonobstant toute loi ou règlement contraire, le conseil d'administration peut :
a) après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, apporter à la constitu-

“(2) Notwithstanding any contrary act or regulation, the board of trustees may:
(a) after approval by the Lieutenant-Governor in Council, make any amend-

Powers of board of trustees.

1974, c. 116, s. 5, am.

tion ou aux statuts administratifs du syndicat des changements propres à assurer une direction plus efficace ou à favoriser le progrès général du syndicat, en s'assurant de la participation des travailleurs;

b) révoquer ou suspendre tout administrateur ou dirigeant du syndicat ou, sous réserve des recours prévus par une convention collective, tout employé du syndicat et, s'il y a lieu, leur nommer des remplaçants et fixer le traitement des personnes nommées;

c) poursuivre ou être poursuivi en justice au nom du syndicat dans tous les cas où le syndicat pourrait poursuivre ou être poursuivi;

d) instituer des programmes d'éducation syndicale destinés aux membres du syndicat;

e) recourir à tous les moyens nécessaires pour promouvoir l'épanouissement d'une véritable vie syndicale au sein du syndicat;

f) assurer la formation de nouveaux agents d'affaires et délégués de chantier et le perfectionnement de ceux qui restent en place;

g) surveiller l'application des décrets ou conventions collectives applicables;

h) faciliter le retour d'une administration démocratiquement élue;

i) préparer à cette fin l'élection, dans les derniers mois de la tutelle, par scrutin secret contrôlé par le conseil, de nouveaux membres pour administrer le syndicat, et faire en sorte que ces derniers puissent prendre la relève à l'expiration de la tutelle;

j) former des comités de négociation;

k) nommer des comités chargés de consulter les membres du syndicat sur leurs revendications et acheminer les résultats de ces consultations aux comités de négociation. »

ments to the constitution or to the administrative by-laws of the union of such a nature as to provide the union with more efficient management or to promote the general welfare of the union, while satisfying themselves that the workers participate;

(b) remove or suspend any director or officer of the union or, subject to the recourses provided by a collective agreement, any employee of the union and, if necessary, appoint persons to replace them and fix the salary of the persons appointed;

(c) sue or be sued in the name of the union in any case where the union may sue or be sued;

(d) establish labour union education programmes for the benefit of the union members;

(e) employ any necessary means to promote the development of a true spirit of unionism in the internal operations of the union;

(f) ensure that the new business agents and job-site stewards are trained and that those who continue in office receive further training;

(g) supervise the application of the decrees or collective agreements which apply;

(h) facilitate the return of a democratically elected administration;

(i) for such purpose, prepare for the election, in the final months of the trusteeship, by secret ballot under the board's supervision, of new members to manage the union, and arrange for such persons to take over at the expiration of the trusteeship;

(j) form negotiating committees;

(k) appoint committees to consult the members of the union on their demands and to forward the results of such consultations to the negotiating committees."

1974, c. 116, a. 9, remp. **17.** L'article 9 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remise de biens, etc.

« 9. 1. Quiconque a la garde de biens, de registres, de livres ou de documents concernant les biens du syndicat doit, à la demande du conseil d'administration, les

17. Section 9 of the said act is replaced by the following: 1974, c. 116, s. 9, replaced.

« 9. (1) Every person having custody of property, or of registers, books or documents respecting property of the union must, at the request of the board of trust- Handing over property, etc.

lui remettre ou les remettre à la personne désignée par ce dernier.

Administrateurs, etc., révoqués doivent cesser d'agir.

2. Les administrateurs, dirigeants ou membres du personnel du syndicat qui sont révoqués ou suspendus doivent immédiatement cesser tout acte d'administration et notamment s'abstenir de se réunir à cette fin, de conclure des contrats, de faire des paiements, de donner des ordres à leurs membres ou de communiquer avec eux au sujet d'affaires syndicales.

Infraction et peine.

3. Quiconque omet de se conformer au présent article est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins mille dollars pour chaque jour que dure cette omission ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement. »

1974, c. 116, a. 12, remp.

18. L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Émoluments.

« 12. Les émoluments des membres du conseil d'administration sont prélevés à même le fonds consolidé du revenu.

Autres dépenses.

Les autres dépenses sont assumées par le syndicat. »

1974, c. 116, a. 16, remp.

19. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Entrée en vigueur.

« 16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction; elle expirera le 22 mai 1978 ou à toute date antérieure que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera. »

Entrée en vigueur.

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction; elle expirera le 22 mai 1978 ou à toute autre date antérieure que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

ees, deliver them to it or to the person it may designate.

(2) The directors, officers or members of the personnel of the union who are removed from office or suspended shall immediately cease all acts of administration and shall in particular refrain from meeting for such purpose, from making contracts, from making payments, from giving orders to their members or from communicating with them on union affairs.

Restriction on acts of directors, etc., removed.

(3) Every person who fails to comply with this section is guilty of an offence and liable to a fine of not less than one thousand dollars for each day of default or to imprisonment for not more than two years, or to both such fine and such imprisonment."

Penalty for offence.

18. Section 12 of the said act is replaced by the following :

1974, c. 116, s. 12, replaced.

"12. The emoluments of the members of the board of trustees shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Emoluments.

The other expenditures shall be assumed by the union."

Other expenses.

19. Section 16 of the said act is replaced by the following :

1974, c. 116, s. 16, replaced.

"16. This act shall come into force on the day of its sanction; it shall expire on 22 May 1978 or on any earlier date that may be determined by the Lieutenant-Governor in Council."

Coming into force.

20. This act shall come into force on the day of its sanction; it shall expire on 22 May 1978 or on any earlier date that may be determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Coming into force.